

exclus) qui négocieraient dès lors avec Tel Aviv des mesures d'autonomie pour le peuple palestinien. Des discussions parfois orageuses ont eu lieu au sujet de cette proposition entre les gouvernements israélien et américain, puis entre eux et d'autres parties intéressées, et elles ont duré plusieurs mois sans qu'une résolution ait pu être adoptée à la fin de l'année; en revanche, l'Égypte a décidé d'appuyer une version modifiée du texte et a cherché à la faire accepter par l'OLP. Ces derniers faits suscitent un certain espoir, mais il est clair que, chez de nombreux Israéliens (hormis les extrémistes qui préconisent l'annexion et la déportation), on se pose trois grandes questions : peut-on vraiment faire confiance à l'OLP ? Adopterait-on une solution durable en dotant les Palestiniens d'un État contigu à Israël ? Et quelles sont les chances pour qu'Israël soit un jour accepté par ses nombreux voisins arabes ? Comme nous l'avons mentionné ailleurs dans la présente revue, les enjeux sont désormais plus élevés de part et d'autre (ce conflit a dégénéré en guerre générale quatre fois en moins d'un demi-siècle), du fait qu'Israël serait, dit-on, en mesure de se doter d'armes nucléaires et que ses voisins ont de plus en plus accès à des armes chimiques et aux vecteurs nécessaires pour s'en servir.

L'*intifada*, la répression toujours plus vive exercée contre elle par les autorités israéliennes, et les positions modifiées de l'OLP sont autant de facteurs qui ont paru amener beaucoup d'Israéliens et de nombreux alliés fidèles de leur pays à l'étranger à contester de plus en plus l'intransigeance du gouvernement israélien. L'OLP et ses partisans se réjouissent, bien sûr, de ces développements et ils y sont favorables. Malgré tout, la position d'Israël demeurera empreinte de rigueur, tout comme l'appui des États-Unis et de certains autres pays, quand de véritables pourparlers en vue d'un règlement durable s'amorceront finalement. La variation des positions adoptées par les pays extérieurs va, certes, influencer sur le cours des choses, mais en définitive, seul un changement dans l'État israélien même rendra de sérieuses négociations possibles.

Un pays comme le nôtre ne peut sans doute pas faire grand-chose dans ce conflit; en effet, le Canada exerce véritablement peu d'influence sur les adversaires, et le débat mené en vue de définir des solutions novatrices au problème a été énormément circonscrit au Canada. Certains organismes de la collectivité juive canadienne semblent craindre qu'un débat ouvert sur les modifications qu'Israël pourrait apporter à sa politique officielle entraînera inévitablement une érosion de l'appui accordé par Ottawa à Tel Aviv. Cependant, il existe maintenant un groupe de pression important qui a réussi à faire valoir que la